

# Lyon, cercle de silence

## Immigration ! Où nous conduit la « politique du chiffre » ?

Nous portons en nous certaines interrogations qui se rattachent aux problèmes de la Migration. Ainsi :

- nous savons que le désir ou l'obligation de migrer vers d'autres terres est un constitutif de l'humanité qui a construit notre Histoire. Il en résulte un devoir d'accueillir les personnes ayant mis leur espoir dans le risque de la migration en respectant la dignité de l'homme, les droits humains de base ;

- nous savons que les causes des migrations sont multiples, mais nous reconnaissons qu'actuellement le respect d'une économie équitable serait une des premières réponses à apporter. En effet, un commerce mondial juste éviterait la nécessité, pour certains, de quitter leur pays (terre de leurs pères) contre leur gré, pour des raisons économiques.

Ces questions migratoires, bien ciblées, entrent dans la réalité lyonnaise. Elles peuvent nous inciter à réfléchir et à agir avec d'autres...

**A**u nom du respect de tout homme, nous espérons :

< des conditions de vie qui permettent un bon dialogue donnant à comprendre les raisons de migrer hors de la terre de ses ancêtres ;

< la recherche d'une politique intelligente de régularisation des étrangers qui sont sur le territoire, c'est-à-dire une politique qui ne soit pas fondée sur la culture de la peur de l'autre, de l'étranger (devenu bouc émissaire), pour des raisons électoralistes à court terme.

Et nous souhaitons qu'il n'y ait

< pas de politique du chiffre en matière d'expulsion du territoire ;

< pas de contrôle d'identité au faciès ;

< pas d'arrestation, ni tôt le matin, ni... plus tard ;

< pas d'expulsion détruisant les liens familiaux ;

< pas de rétention systématique dans des lieux d'enfermement ;

< pas de prolongement de la durée de séjour dans des centres de rétention administratifs.

**Rendez-vous devant la préfecture du Rhône,**

côté Rhône : **18 h 30 – 19 h 30 :**

**10 juin 2015 : dans le square Delestraint**

**Place des Terreaux : 8 juillet ; 9 septembre 2015...**

Merci de rester informé-e sur la démarche des cercles de Silence et de transmettre, largement, ces informations autour de vous... voir au verso.

## **Nous en appelons à la conscience de tous et vous invitons à rejoindre le cercle de silence.**

Tous, nous espérons, par notre présence, dire l'essentiel de l'humain. Pour certains, leur engagement se fonde sur les valeurs évangéliques.

### **La France doit et peut accueillir dignement les migrants sans toit**

Quand nous constatons que les personnes expulsées de leur lieux de vie demeurent ignorées au pied de l'immeuble et/ou du terrain qui vient d'être évacué, nous comprenons que nous ne pouvons pas les laisser aux dangers et intempéries de la rue. Alors des abris, solutions d'urgence, sont trouvés. Mais ils ne peuvent remplacer la responsabilité des pouvoirs publics dont la mission est de protéger la population et d'ouvrir les locaux : écoles, casernes, logements de l'enseignement public, immeubles privés ou non, vides depuis de longtemps.

Nous saluons chaleureusement et admirons les citoyens français qui ont accueilli, qui accueillent chez eux, des familles, des hommes, des femmes soumis à une grande détresse. Ils accomplissent ce que leur conscience leur indique et suppléaient ainsi aux carences de l'État.

#### **Oui, parlons de l'État.**

L'État dit appliquer la loi. Le préfet indique qu'il n'a rien d'autre à faire que de veiller à l'application de la loi, car si ce n'était pas ainsi, ce serait le chaos ; or le chaos n'est jamais acceptable.

Certes, mais la Loi dont on parle à la préfecture n'est pas celle du Droit universel respectant l'Homme. C'est la relative loi de la politique gouvernementale d'un État dont on constate les incohérences européennes.

**Ce que l'on observe aujourd'hui :** non prise en compte des situations de maladies ; non-écoute des attentes d'enfants scolarisés ; non-attention du danger rencontré lors du retour au pays d'origine ; non-regard systématique de la dimension humaine de chaque personne ; non prise en compte des besoins élémentaires de personnes jetées à la rue par les forces de l'ordre... ne peut qu'interroger notre conscience et nous solliciter à ne pas suivre des directives qui s'opposent aux droits humains fondamentaux. Voilà ce qui nous incite à durer dans l'accompagnement des personnes en grande détresse par le non-accueil de la France. Désormais, il n'est plus possible de parler d'une France terre d'asile et, en conscience nous ne pouvons que nous opposer à la politique irrespectueuse actuellement menée.

e-Paix-Intégrité de la création de la Famille Franciscaine ; Antenne lyonnaise de la Fédération Protestante de France ; Cimade ; Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN) ; Pax Christi ; Comité protestant de la Duchère ; Coordination Urgence Migrants ; Fédération de L'Entraide Protestante ; A.C.O. (Action Catholique Ouvrière) du Rhône et du Roannais ; Equipe Mission de France "Lyon-Nord-Est" ; Petites Soeurs de l'Assomption ; Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD-Lyon) ; Centre Culturel Œcuménique Jean-Pierre Lachaize (CCO) ; Vie Nouvelle-Lyon ; Union Juive Française pour la Paix (UJFP) ; section PS 1<sup>er</sup> et 4<sup>ème</sup> Arrond. de Lyon ; Soeurs de la Compagnie Marie Notre Dame ; Secours catholique, délégation du Rhône ; Yves Bernin de la paroisse de Givors/Grigny. ; Roger-Michel Bory, Fédération Protestante de France ; Michel Durand, prêtre, Prado de Lyon ; Gilles Vadon de la Paroisse Saint-Priest ; Jacques Walter, pasteur ; Jean Bernard de la paroisse de La Sainte-Famille ; Jean Lacombe, prêtre ; JRS Welcom-Lyon ; avec le soutien de Réseau éducation sans frontière (RESF), la Ligue des droits de l'Homme (LDH), Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squats (CLASSES)

**<http://www.cercladesilence.fr/> Si vous souhaitez...**

- relayer largement autour de vous cet "Appel à la conscience de tous..."

Merci de communiquer vos coordonnées – contact sur le site

[www.cercladesilence.fr](http://www.cercladesilence.fr) (adresse, tél. et courriel)

- Tél : 04 72 98 36 43